

Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social Protection Judiciaire de la Jeunesse

Fédération Syndicale Unitaire



Secrétariat régional centre-est
snpespjjcentreest@mailo.com



La PJJ subit une baisse sans précédent de moyen et ce dès la rentrée de septembre 2024. Le budget, *mal anticipé*, par la Direction de la PJJ impose, en pleine période estivale, le non-renouvellement des postes occupés par des contractuels, Educateur.trice.s, Assitant.e.s de Service Social, Psychologues, Adjoint.e.s Administratif.ve.s, Professeur.e.s Techniques. Des agent.e.s contractuel.le.s se retrouvent dans des situations personnelles difficile. D'autres ont démissionné pour une promesse d'embauche non tenue et se retrouvent sans emploi, avec des enfants à charge.

Ce plan social d'une ampleur sans précédent ou près de 500 emplois sont supprimés, rend le suivi des familles et l'accueil des jeunes impossible, que ce soit en Milieu Ouvert, dans les foyers ou dans les EPM. Par exemple, 8 postes sont supprimés à l'EPM de Meyzieu qui est déjà en situation difficile avec au moins la moitié des effectifs de surveillants pénitentiaires absent pour maladie et donc dégrade les conditions d'incarcération des mineurs.

Nous vous convions à venir échanger et nous soutenir, lors du rassemblement devant le Tribunal Judiciaire de Lyon le jeudi 19 septembre 2024 à 12 h 30, à l'appel de l'intersyndicale SNPES-PJJ/FSU et la CGT PJJ Justice. Cette action s'inscrit dans le cadre de l'appel national de mobilisation du 19 septembre 2024 à l'initiative des 4 syndicats de la PJJ (S NPES-PJJ/FSU, CGT PJJ Justice, CFDT Interco, UNSA SPJJ).

Un plan
d'**URGENCE**
pour la P.J.J